

# TABLE DES MATIERES

## PREMIERE PARTIE : DROIT PUBLIC ECONOMIQUE

<b>CHAPITRE I : INTRODUCTION</b>	16
Section 1 : Définition	17
Section 2 : Sources du droit public économique	17
A. <i>Disciplines connexes</i>	17
B. <i>Le droit administratif général</i>	19
a) <i>Application de principe du droit administratif général</i>	19
b) <i>Infléchissements, en matière économique, du droit administratif traditionnel</i>	19
C. <i>Importance relative de la loi</i>	20
D. <i>Déréglementation et régulation</i>	20
E. <i>Autorités de régulation et leurs règlements</i>	22
F. <i>Circulaires et directives</i>	24
G. <i>Impact considérable du droit européen</i>	24
H. <i>Principes généraux de droit</i>	26
Section 3 : Tendances actuelles du droit public économique	28
<b>CHAPITRE II : LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS EN MATIERE ECONOMIQUE</b>	31
Section 1 : Le principe de légalité	32
Section 2 : La liberté de commerce et d'industrie	33
Section 3 : Le principe d'égalité	41
Section 4 : L'intérêt général	44
Section 5 : Le droit de propriété	45
Section 6 : Le principe de la spécialité des personnes morales	47

CHAPITRE III : LE SYSTEME INSTITUTIONNEL ECONOMIQUE	50
Section 1 : Les autorités centrales	51
<i>A. Le Parlement</i>	51
<i>B. L'exécutif</i>	51
<i>C. Les organes consultatifs</i>	53
Section 2 : Les organismes décentralisés	55
<i>A. Les organismes d'intérêt public</i>	55
<i>B. Les autorités administratives indépendantes</i>	56
<i>C. Les organismes financiers</i>	57
<i>D. Les entreprises publiques économiques</i>	58
<i>E. Les asbl</i>	62
Section 3 : Les collectivités territoriales	66
CHAPITRE IV : SERVICE PUBLIC A CARACTERE ECONOMIQUE	65
Section 1 : Notion	64
<i>A. Acception fonctionnelle et organique</i>	66
<i>B. Capitalisme public</i>	67
<i>C. Création</i>	68
<i>D. Définition</i>	69
<i>E. Contraintes de droit public</i>	70
Section 2 : La gestion commerciale des services publics économiques	71
Section 3 : L'impact du droit européen sur les services publics économiques	79
<i>A. Soumission de principe des services publics économiques         au droit européen de la concurrence : les Services         d'intérêt économique général (« SIEG »)</i>	79
<i>B. Vers une meilleure prise en considération des SIEG         par le droit européen ?</i>	84

<b>C. Service universel</b>	86
<b>D. Libéralisation des services publics en réseau</b>	90
a) Une remise en cause des monopoles publics	90
b) La mise en œuvre : principes	91
c) La survivance de l'idée de service public	95
d) Quelques exemples de libéralisation	96
<b>Section 4 : La concession de service public comme technique de gestion privée d'un service public</b>	99
<b>A. Notions</b>	99
<b>B. Procédés d'attribution et caractéristiques juridiques</b>	101
<b>C. Les concessions en droit français et en droit luxembourgeois</b>	103
<b>D. Obligation de mise en concurrence</b>	107
<b>E. Tempéraments à l'obligation de mise en concurrence : les opérations en régie (« in house »)</b>	109
<b>Section 5 : L'établissement public comme technique de gestion publique mais autonome et flexible d'un service public</b>	111
<b>A. Les établissements publics à caractère économique et commercial</b>	111
<b>B. Les établissements publics à caractère administratif : les autorités de régulation</b>	119
<b>Section 6 : « Public-private partnerships » – les partenariats public-privé</b>	121
<b>CHAPITRE V : LES PREROGATIVES PUBLIQUES ECONOMIQUES</b>	127
<b>Section 1 : Sujétions et prérogatives</b>	128
<b>Section 2 : Le monopole</b>	131
<b>Section 3 : Le pouvoir de décision exécutoire ou privilège du préalable</b>	134
<b>Section 4 : L'exécution d'office</b>	136

Section 5 : Les relations juridiques entre le service public économique et les usagers	138
Section 6 : La tarification des prestations du service public économique	140
Section 7 : Les sanctions administratives économiques	142
CHAPITRE VI : DE QUELQUES INSTRUMENTS D'ACTION ECONOMIQUE	145
Section 1 : Introduction	146
Section 2 : La police et la réglementation	146
Section 3 : Existe-il un ordre public économique ?	150
Section 4 : Quelques exemples de police spéciale	151
<i>A. Les autorités de contrôle de la concurrence</i>	151
<i>B. Les situations et comportements économiques visés au titre de la concurrence</i>	154
<i>a) Les ententes</i>	154
<i>b) Abus de position dominante</i>	155
<i>c) Les concentrations d'entreprise</i>	156
<i>C. Les établissements dangereux, insalubres et incommodes</i>	157
<i>D. La réglementation de l'accès aux professions et activités économiques</i>	160
Section 5 : Les aides d'Etat	161
<i>A. Cadre juridique européen</i>	161
<i>B. Techniques juridiques d'aide</i>	166
Section 6 : Contractualisation du droit public de l'économie	170
Section 7 : Les promesses de l'administration	173
CHAPITRE VII : NATIONALISATIONS ET PRIVATISATIONS	175
Section 1 : Nationalisations	176
<i>A. Notion</i>	176
<i>B. Fondement juridique et limites constitutionnelles</i>	177

<i>C. Nécessité d'une juste et préalable indemnisation ?</i>	178
<i>D. Modalités du transfert de propriété</i>	180
<i>E. Cas de nationalisations</i>	181
<b>Section 2 : Privatisations</b>	181
<i>A. Notion</i>	181
<i>B. Fondement juridique et limites constitutionnelles</i>	182
<i>C. Modalités de la privatisation</i>	184

## DEUXIEME PARTIE : LES BIENS PUBLICS

<b>CHAPITRE I : INTRODUCTION</b>	190
<b>Section 1 : Origines de la domanialité publique</b>	191
<b>Section 2 : Constitution du patrimoine public</b>	193
<b>Section 3 : Dichotomie domaine public et domaine privé de l'Etat</b>	193
<b>Section 4 : Traits généraux du domaine public</b>	195
<b>Section 5 : Inaliénabilité et imprescriptibilité des biens du domaine public</b>	197
<b>Section 6 : Liens avec le concept de service public</b>	198
<b>CHAPITRE II : ESSAI DE DEFINITION DU DOMAINE PUBLIC</b>	200
<b>Section 1 : Les hésitations</b>	201
<b>Section 2 : Les critères dominants</b>	203
<i>A. L'appartenance à des personnes publiques</i>	203
<i>B L'affectation et aménagement à des fins d'intérêt général</i>	205
<b>Section 3 : Illustrations jurisprudentielles</b>	205
<b>Section 4 : Vers une remise en cause de la domanialité publique ?</b>	206

<b>CHAPITRE III : ENTREE D'UN BIEN DANS LE DOMAINE PUBLIC</b>	208
Section 1 : Domaine public naturel	209
Section 2 : Domaine public artificiel	210
A. <i>Les immeubles</i>	210
a) <i>Affectation expresse</i>	210
b) <i>Affectation tacite</i>	211
B. <i>Les meubles</i>	212
Section 3 : Le domaine public des établissements publics	213
<b>CHAPITRE IV : SORTIE DU BIEN DU DOMAINE PUBLIC</b>	215
Section 1 : Domaine public naturel	216
Section 2 : Domaine public artificiel	216
<b>CHAPITRE V : TRANSFERT DE PROPRIETE OU DE GESTION ENTRE PERSONNES PUBLIQUES OU ENTRE PERSONNES PRIVEES ET PERSONNES PUBLIQUES</b>	218
<b>CHAPITRE VI : COMPOSITION DU DOMAINE PUBLIC</b>	222
Section 1 : Le domaine public maritime	223
Section 2 : Le domaine public hydraulique	223
Section 3 : Le domaine public aérien et hertzien	224
Section 4 : La voirie	224
Section 5 : Le domaine public immobilier	224
Section 6 : Le domaine public mobilier	225
Section 7 : Le domaine public ferroviaire	226
Section 8 : Le domaine public militaire	226
Section 9 : Les personnes susceptibles de détenir des biens appartenant au domaine public	227

CHAPITRE VII : THEORIE DE L'ACCESSOIRE	228
CHAPITRE VIII : LE REGIME JURIDIQUE DE LA DOMANIALITE PUBLIQUE	231
Section 1 : Généralités	232
Section 2 : L'inaliénabilité des biens du domaine public.	233
Section 3 : L'imprescriptibilité des biens du domaine public.	234
Section 4 : Vers une protection constitutionnelle du domaine public ?	234
Section 5 : L'attribution de droits sur le domaine public	235
A. <i>L'utilisation collective du domaine public</i>	235
a) <i>Liberté</i>	235
b) <i>Gratuité et ses exceptions</i>	236
c) <i>Egalité</i>	240
B. <i>Les « droits privatifs » sur le domaine public</i>	241
a) <i>Généralités</i>	241
b) <i>Les autorisations domaniales unilatérales</i>	244
c) <i>Précarité de l'autorisation domaniale unilatérale</i>	246
d) <i>Les autorisations bilatérales : les concessions domaniales</i>	248
e) <i>Distinction entre la concession domaniale, la concession         de service public et la concession de travaux publics</i>	251
f) <i>Obligation de mise en concurrence</i>	253
g) <i>Constitution de droits réels sur le domaine public</i>	255
h) <i>Le caractère personnel de l'autorisation d'occupation         du domaine public</i>	260
CHAPITRE IX : LE DOMAINE PRIVE DES PERSONNES PUBLIQUES	261
Section 1 : Notion	262
Section 2 : Régime juridique	262
CHAPITRE X : La voirie publique	270

CHAPITRE XI : Expropriation pour cause d'utilité publique	275
Section 1 : Généralités	276
Section 2 : Champ d'application	277
Section 3 : Procédure	277
<i>A. Phase administrative</i>	277
<i>B. Phase contentieuse</i>	278
Section 4 : Contrôle juridictionnel et l'évaluation de l'indemnité	279
Section 5 : Droit belge et français	284
INDEX	287